

Texte d'ANALYSE  
n°01/2011

Publication sur site web :  
février 2011

## Les auteures

*Marie-Thérèse COENEN, historienne, préside l'Université des Femmes et le Groupe Santé Josaphat. Elle est administratrice du Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire (CARHOP). Elle enseigne l'histoire sociale à l'Institut Cardijn et est Conseillère à la Faculté ouverte de Politique économique et sociale (FOPES).*

*Historienne, France HUART travaille à l'Université des Femmes où elle mène des recherches, gère des projets d'édition et organise des journées d'études sur les femmes. Parallèlement, elle coordonne la publication du Centre d'Information et d'Education Populaire (CIEP) du Mouvement ouvrier chrétien et intervient comme formatrice.*

<sup>1</sup> HUART, Fr. et PEREIRA, S. avec la collab. de LEWIN, R.,

# L'HISTOIRE DU MOUVEMENT DES FEMMES POUR LA PAIX (1949-2009) : UNE PIECE MANQUANTE, UN OUTIL, UNE METHODOLOGIE ORIGINALE POUR CONSTRUIRE COLLECTIVEMENT L'HISTOIRE DES FEMMES

## INTRODUCTION

Fin 2009, pour commémorer leurs 60 ans d'engagement pacifiste et de luttes pour l'égalité entre les sexes, le Rassemblement des Femmes pour la Paix a publié, avec la collaboration de l'Université des Femmes, une monographie sur son histoire : « *Le Rassemblement des Femmes pour la Paix. Un mouvement, une histoire, des engagements (1949-2009)* »<sup>1</sup>.

## UNE LONGUE HISTOIRE D'ACTION MILITANTE ET FÉMINISTE

Cette association, qui se réunit encore régulièrement à Amazone (centre de rencontre pour l'égalité des chances basé à Bruxelles), est née il y a soixante ans, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de la volonté des mouvements de femmes résistantes et de prisonnières politiques de gauche et communistes qui avaient connu les horreurs de l'occupation nazie et qui souhaitaient défendre la paix dans un contexte de Guerre froide. Dans la foulée de l'euphorie de la libération, une première association, l'Union des Femmes, est créée regroupant dès décembre 1945 des femmes proches des milieux communistes. Leur slogan réclame « *l'unité des femmes du monde entier pour la paix et la liberté* ». Elles s'adressent aux mères, aux travailleuses, aux victimes de la guerre et enfin aux citoyennes – même si ces dernières n'auront le droit de vote aux législatives qu'en 1948.

Dans le prolongement des actions et des groupes régionaux de l'Union des Femmes, le Rassemblement des Femmes pour la Paix et le Bien-Etre (RFP) émerge en avril 1948. Un an plus tard, son congrès fondateur est organisé à Bruxelles. Lancé initialement par une majorité de militantes communistes, le RFP a très vite et volontairement recruté au-delà des

*Rassemblement des Femmes pour la Paix. Un mouvement, une histoire, des engagements*, Bruxelles, Ed. Université des Femmes et Femmes pour la Paix, 2009, 328p. (Coll. 'Agirs féministes').

zones traditionnelles d'influence communiste pour toucher largement les femmes issues du milieu populaire et ouvrier, et pour répondre à leurs attentes. Nombreuses sont celles venant de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles. On y retrouve surtout des catholiques, des libérales et quelques socialistes, des femmes déjà engagées socialement. Elles se retrouvent annuellement dans la salle de La Madeleine à Bruxelles pour des rencontres nationales et pour célébrer les Journées internationales des Femmes.

D'emblée, le mouvement inscrit ses activités dans le contexte de la Guerre froide, qui émerge dès 1947. En effet, très rapidement après la fin du conflit, le monde se divise en deux blocs antagonistes : l'Est autour des pays communistes soutenus par l'Union soviétique en opposition au bloc de l'Ouest avec les Etats-Unis et les pays occidentaux. C'est pourquoi dès les années 50, à l'instar des autres mouvements internationaux de paix – qui furent considérés, sans doute à juste titre, comme des instruments de la propagande soviétique –, le RFP concentre une grande partie de ses actions et de ses revendications sur des enjeux pacifistes internationaux.

C'est ainsi que le mouvement s'oppose en avril 1949 au Pacte atlantique en faisant signer une pétition dans les rues et défend une politique active de paix et de solidarité internationale. Dans les années qui suivent, il dénonce vivement le réarmement d'une Allemagne mal dénazifiée, conteste l'accroissement des dépenses militaires et s'oppose aux 24 mois de service militaire, votés en 1952 par le Gouvernement belge.

La société d'après-guerre aspire à la paix et au progrès, mais comment intègre-t-elle la défense des intérêts des femmes et l'égalité entre les sexes ? Le RFP sera notamment ce lieu de réflexion, de dénonciation, d'action et de mobilisation sur de nombreux sujets qui concernent les inégalités entre les hommes et les femmes, mais aussi sur la place des femmes tant dans la sphère publique que privée. Parmi les revendications portées par le mouvement, nous pouvons pointer dès sa création, les questions de la participation des femmes à la démocratie politique, la défense des droits sociaux des femmes face à une sécurité sociale familialiste et particulièrement injuste pour les travailleuses (notamment la réduction des allocations pour les chômeuses mariées et la différence du montant des allocations en fonction du sexe du chômeur et cela dès 1949). L'accès au travail pour toutes les femmes et l'égalité salariale seront deux chevaux de bataille des militantes du RFP, surtout de la syndicaliste Emilienne Brunfaut et de la communiste Marie Guisse. Elles se mobilisent dès 1948, pour exiger l'application du principe « A travail égal, salaire égal » ! Bien plus tard, en 1966, lors des célèbres manifestations de la Fabrique Nationale à Herstal, elles soutiendront moralement et financièrement les « Femmes-machines », ces ouvrières parties en grève pour obtenir cette égalité salariale<sup>2</sup>. Sur ces questions, le RFP avait une position politique et féministe très avant-gardiste.

<sup>2</sup> COENEN, M-Th., *La grève des femmes de la FN en 1966. Une première en Europe*, Bruxelles, Ed. Pol-His, 1991.

<sup>3</sup> L'Université des Femmes poursuit une recherche (2011) autour de l'Accouchement sans douleur et de sa propagation en Belgique, qui sera édité dans la collection *Agirs féministes*.

<sup>4</sup> ZOILMAN, Ch., *L'engagement pour Angela Davis en Belgique (août 1970-juin 1972)*, Louvain-La-Neuve, 2009 (mémoire de master en Histoire, UCL).

<sup>5</sup> Réunion d'évaluation du projet *Femmes pour la Paix*, Bruxelles, 1<sup>er</sup> février 2010.

Dans un autre registre, le mouvement sera un catalyseur de changement au niveau des mentalités concernant le corps des femmes et plus particulièrement autour de la maternité, en reconnaissant le rôle citoyen et participatif des femmes. En effet, à partir de 1953, le RFP contribuera à populariser l'accouchement sans douleur, cette nouvelle technique mise au point en Union soviétique et diffusée par l'intermédiaire notamment de médecins communistes et progressistes. En Belgique comme partout ailleurs en Europe, les mouvements des femmes de gauche joueront également un rôle important dans cette propagation auprès de toutes les classes sociales<sup>3</sup>. La maternité consciente et responsable sera au cœur d'un autre combat féministe pour le RFP, qui se mobilisera en faveur de la dépénalisation de l'avortement, notamment en lançant en 1973 une campagne de défense du docteur Willy Peers alors emprisonné pour avoir pratiqué des avortements.

Au niveau international, le mouvement se mobilise dans les années 60 et 70 en faveur des grands enjeux de paix, de désarmement et de décolonisation mais aussi en défendant les droits des femmes dans d'autres pays. Par exemple, en 1972, il participera activement à la campagne pour libérer Angela Davis, militante communiste et intellectuelle américaine. Cette mobilisation autour de questions pacifistes et féminines<sup>4</sup> internationales se poursuivra dans les années suivantes.

## **ECRIRE DES HISTOIRES D'ASSOCIATIONS FÉMININES : UN INTÉRÊT POUR L'HISTOIRE DES FEMMES**

Retracer l'histoire d'associations de femmes permet de faire connaître et reconnaître le rôle de ces dernières dans la transformation de la société patriarcale et dans l'évolution du statut des femmes en particulier. D'autre part, s'attacher à ces histoires met aussi en lumière la fonction jouée par une série de militantes, bien souvent inconnues du grand public et qui se révèlent être des véritables actrices du changement social. On peut alors analyser leurs actions, les réseaux créés et déployés, les campagnes soutenues individuellement par ces femmes et collectivement par des associations féminines. En effet, l'étude historique des 60 ans du mouvement des Femmes pour la Paix apporte une contribution – et non des moindres – à la construction de l'histoire des femmes en Belgique. Cette monographie permet aussi de valoriser et de rendre visible la contribution du RFP à l'avancement des femmes dans différents secteurs de la vie publique belge, notamment dans le domaine de l'égalité socio-politique et socio-économique.

Comme le fait remarquer Sophie Pereira, historienne et une des auteures de l'ouvrage, « *l'histoire du mouvement Femmes pour la Paix, est une histoire à tiroirs qui ouvre chaque fois sur un nouvel enjeu, un nouveau sujet* »<sup>5</sup>. Ainsi, à travers l'histoire de cette organisation féminine, on touche plus globalement et indirectement à l'histoire politique,

économique et sociale, tant belge qu'internationale, sur plus de 60 ans, non avec le regard de l'analyste « neutre », mais bien avec les lunettes du genre. Comment des femmes ont-elles vécu, ressenti ces faits ? Comment se sont-elles mobilisées ? Pour quelles thématiques et pourquoi se sont-elles battues ? Quelle place ces femmes ont-elles occupé dans les milieux féministes d'une part et d'autre part au sein de la mouvance communiste ? Ont-elles engrangé des victoires ? Avec quelles conséquences pour l'ensemble des femmes ? Toutes ces questions n'ont pas été simples à décoder, ni faciles à démêler : c'est devenu aussi l'un des enjeux de cette publication.

## UNE MÉTHODOLOGIE ET UNE CONSTRUCTION ORIGINALES DE SAVOIRS COLLECTIFS

Au-delà de son apport à l'histoire des femmes belges, l'intérêt de cet ouvrage commémoratif réside aussi dans l'originalité de son élaboration et de sa production.

Tout d'abord, il répond aux souhaits des militantes des Femmes pour la Paix de commémorer leur soixantième anniversaire et donc de retracer les grandes étapes de l'histoire de leur organisation, ainsi que son impact et son apport, si possible, à l'histoire des femmes, mais aussi aux mouvements pour la paix, et pourquoi pas à la société. C'était aussi une occasion de rendre hommage à toutes ces militantes décédées, qui avaient tant œuvré dans la lumière des projecteurs, mais aussi à toutes celles de l'ombre qui avaient manifesté et travaillé pour faire avancer la cause des femmes dans un monde de paix. Au départ, il s'agissait de réaliser « une brochure » sur les 60 ans du RFP, qui s'est muée au fil des mois en un véritable livre tant la matière, les personnes impliquées et les thématiques sous-jacentes étaient importantes et intéressantes.

Au-delà du récit qui nous fait découvrir un mouvement, une organisation, des militantes et des actions, ce livre nous donne aussi des informations sur l'histoire des femmes en Belgique sur une période encore relativement peu étudiée, les années d'après Seconde Guerre mondiale<sup>6</sup>. Ainsi, de son côté, France Huart souligne combien le Mouvement des Femmes pour la Paix plonge ses racines dans le pacifisme du premier mouvement féministe patriotique belge et international issu du premier conflit mondial. Il s'inscrit également dans la continuité de la lutte contre les fascismes de l'Entre-deux-guerres (belge et internationale) et participe ainsi à l'histoire générale du mouvement féminin et féministe belge<sup>7</sup>. A ce titre, cet ouvrage représente un apport important à la construction de notre mémoire collective.

Enfin, la méthode développée dans le cadre de cette recherche de mémoire mérite de s'y arrêter. L'Université des Femmes et les Femmes

<sup>6</sup> A l'exception de la récente thèse de Catherine Jacques : JACQUES, C., *Les féministes et le changement social en Belgique. Programmes, stratégies et réseaux (1918-1968)*, Bruxelles, ULB, 2007 (Inédit).  
JACQUES, C., *Le féminisme en Belgique de la fin du 19<sup>e</sup> siècle aux années 1970*, Bruxelles, Ed. CRISP, 2009 (Courrier hebdomadaire, n° 2012-2013).

<sup>7</sup> HUART, Fr., *Présentation de la recherche*, à l'occasion du Colloque « Femmes pour la Paix. 60 ans d'engagements », Bruxelles, 26 novembre 2009.

pour la Paix ont mis en commun leurs compétences et leurs savoirs pour travailler à la production de cet écrit.

Deux chercheuses de l'Université des Femmes, historiennes de formation et dotées d'une bonne connaissance de l'histoire des femmes en général, ont collaboré au projet. En outre, un soutien logistique et administratif a complété le pôle recherche du projet. Pour les historiennes, le challenge consistait aussi à travailler d'une manière peu habituelle : non pas en chambre, isolées entre les archives à dépouiller et le texte à rédiger, mais bien de s'inscrire dans une dynamique d'échanges de savoirs et de production collective d'un écrit historique, avec un certain nombre d'actrices et de témoins. Un groupe de travail « Femmes pour la Paix » constitué des membres de Femmes pour la Paix et des travailleuses de l'Université des Femmes impliquées dans le projet, s'est réuni régulièrement pendant plus de deux années et a pu bénéficier des compétences et de la présence vigilante de José Gotovitch, historien spécialiste du mouvement communiste et professeur honoraire de l'ULB. A de nombreuses reprises, ce regard « extérieur » s'est révélé précieux pour permettre aux unes et aux autres de recadrer le propos ou leurs souvenirs et ainsi garder la distance critique nécessaire. Cette vigilance s'est exercée en permanence et en parallèle de la « co-construction » du récit. En effet, il s'agissait d'être le plus « juste » et « objectif » possible.

Pour retracer l'histoire du RFP, différentes sources ont été sollicitées (documents écrits, imprimés, manuscrits, iconographiques laissés par cette association, conservées par des membres et par des tiers). Très vite, il s'est avéré que ces sources historiques étaient éparpillées dans différents centres d'archives et fonds privés, situés en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre.

Aux historiennes est donc revenue la tâche de dépouiller les archives du mouvement et de certaines militantes conservées au CARCOB et à l'Amsab, ainsi que les périodiques et autres documents d'institutions connexes afin de mieux comprendre l'environnement institutionnel dans lequel a évolué le RFP pendant soixante ans. Dans un premier temps, les membres de Femmes pour la Paix ont eu comme rôle de constituer des listes de témoins, de rassembler des photos et documents épars, de contacter des anciennes, de rédiger des souvenirs épars, des biographies ou de relater des événements marquants. Une des témoins, Rosine Lewin, s'est investie sans compter et avec beaucoup d'énergie dans ces différentes tâches.

Dans un deuxième temps, le dépouillement et l'analyse des archives ont été complétés avec les données recueillies par une série d'interviews de témoins privilégiés. La valorisation du patrimoine oral représente un axe important de ce travail d'histoire et de mémoire, qui a aussi été



<sup>8</sup> La Communauté française a mis en place avec différents acteurs et associations concernées une plate-forme « Mémoire-orale » qui poursuit cet objectif. Pour plus d'informations, voir le site [www.memoire-orale.be/](http://www.memoire-orale.be/)

développé dans une optique d'éducation permanente et de transmission de savoirs<sup>8</sup>. En effet, ce travail de recueil de mémoire orale et de reconstitution historique a été entrepris avec les membres toujours actives du RFP. Des réunions de discussions ont lieu autour de notes « martyres » déposées par les historiennes. Les remarques fusent, les analyses s'affinent, des détails changent de statuts pour devenir des pistes à creuser, et toujours avec une vision critique. A la fin des séances, la mémoire de certaines actrices est ravivée et les chercheuses repartent avec autant de sujets à affiner, à compléter. Avec cette méthode de relecture collective entre historiennes féministes et témoins, notre volonté était d'initier une démarche de recherche participative dans une optique d'échange intergénérationnel. Une véritable école d'échange de savoir se met en place : d'une part, les historiennes apportent ce qui émerge des sources consultées et des témoins rencontrés, d'autre part, les militantes nuancent, précisent, doutent et s'interrogent. En effet, au fil des réunions du Comité d'accompagnement, nous avons tenté de tisser une histoire basée sur la mémoire et sur les différentes traces historiques, plus officielles conservées dans les archives. Cette démarche d'échanges de connaissances et de construction de savoirs collectifs a représenté une expérience enrichissante, même s'il s'est révélé parfois difficile à assumer pour les unes comme pour les autres. La mémoire des actrices est parfois poreuse et les archives ne disent pas non plus tout : ainsi, pour certaines périodes, des zones d'ombre n'ont pu être comblées et des questionnements sont restés sans réponse (notamment la délicate question des chiffres). Par ailleurs, cette méthodologie est aussi exigeante, car elle demande à chacun-e, une certaine ouverture à la critique et à la remise en cause. Ce travail d'aller et de retour entre mémoire et archives, entre souvenir et écriture d'un passé récent et pourtant déjà lointain, produit in fine un texte globalement accepté par tous et toutes.

<sup>9</sup> LEWIN, Rosine, « Le maternalisme n'est pas mort, la fonction maternelle non plus », dans *Cahiers Marxistes* 240, mai-juin 2010, pp. 179-186.

<sup>10</sup> Réunion d'évaluation du projet Femmes pour la Paix, Bruxelles, 1er février 2010.

Vient ensuite le temps des corrections, des relectures, de la mise en page, de la sélection des documents iconographiques, et de tous les choix typographiques qui font qu'un récit devient objet. Là, le travail de « compagnonnage » s'estompe devant l'urgence, les délais, les retards enregistrés, ... devant les échéances : le livre doit sortir pour la séance de commémoration officielle. « *Quelque chose de la mécanique nous échappe* », nous dira en souriant Rosine Lewin<sup>9</sup>. « *Ce livre c'est nous, mais ce n'est pas nous non plus. Je n'ai pas le sentiment d'avoir entièrement apporté ma caution à cet objet, aussi beau soit-il, là n'est pas la question* »<sup>10</sup>. Comme souvent en éducation permanente, c'est quand la technique intervient que le processus de participation démocratique fait place aux expertises et aux décisions plus expéditives. L'évaluation de la collaboration entre les deux mouvements est globalement positive : c'est une réussite. Si certaines du mouvement Femmes pour la Paix avaient imaginé au début pouvoir se passer des

historiennes pour retracer l'histoire de leur mouvement, elles reconnaissent qu'elles n'auraient pu faire un travail de cette qualité. Elles y ont même découvert énormément d'aspects oubliés ou inconnus. En outre, sans la présence active des membres actuelles de l'association porteuses de la mémoire, les historiennes n'auraient pas pu écrire cette histoire, du moins pas de cette façon-là. L'apport d'un expert a également été très précieux pour nourrir cette recherche et éclairer certaines situations « complexes » à analyser.

En définitive, tout ce travail de recherche historique et de confrontation de mémoire a permis de faire émerger un écrit à situer à mi-chemin entre une recherche purement universitaire et une œuvre de commémoration, dans la mesure où les textes produits sont le fruit de discussion et d'une relecture et qu'ils ont été complétés avec les actrices concernées. Ce dialogue entre femmes de terrain et historiennes est la spécificité et l'originalité même de ce travail. Il est un passage obligé vers une prise de conscience inédite sur le passé, mais aussi une réflexion sur les perspectives d'avenir pour l'associatif militant féminin et féministe, sur l'importance du pacifisme aujourd'hui pour les mouvements de femmes et pour les jeunes générations.

En tant qu'association féministe, nous avons hérité et bénéficié – bien souvent sans le savoir – des retombées des combats menés par ces associations de femmes, des avancées et des droits, qui aujourd'hui nous apparaissent comme élémentaires. Pour les Femmes pour la Paix, le livre est aussi le témoignage d'un engagement dans le siècle, pour des valeurs de paix, d'égalité entre les hommes et les femmes, de solidarité avec les femmes du monde entier et pour l'émancipation sociale de tous les « damnés de la terre ». Elles n'ont donc pas, comme le mouvement féministe radical des années septante, mis en cause la place des hommes, et donc du patriarcat, dans la société. Par contre, elles ont souhaité mener ce combat avec eux. C'est sans doute la distance qui existe entre le mouvement des Femmes pour la Paix, et le néo-féminisme initié par Françoise Collin et Hedwige Peemans-Poullet lorsqu'en novembre 1973, elles lancent, avec d'autres, la revue « *Les Cahiers du Griffon* »<sup>11</sup>.

La chute du mur de Berlin, en novembre 1989, marque aussi pour le RFP la fin de l'utopie mobilisatrice qu'a été le communisme, plaidant pour un changement radical de société et une véritable alternative au capitalisme. C'est ce dernier avec son compagnon, le libéralisme, qui est actuellement le modèle dominant. Est-ce pour autant que tout mouvement nourri de cette aspiration doit obligatoirement être jeté aux orties ? Depuis l'année 2000, pour continuer à exister, le mouvement Femmes pour la Paix s'est repositionné, en s'ouvrant largement au pluralisme. Mais au-delà de cet enjeu stratégique, il a mené des combats qui sont autant de pas pour œuvrer à l'émancipation des femmes, de toutes les femmes en dehors d'une idéologie de classe. Le mouvement continue d'ailleurs dans cette voie. Le livre « *Le Rassemblement des*

<sup>11</sup> COLLIN, Fr., et DEGRAEF, V., « Néo-féminisme », dans COURTOIS, L., ROSART, Fr. et PIROTTE, J. (sous la dir. de), *Femmes des Années 80. Un siècle de condition féminine en Belgique (1889 – 1989)*, Louvain-La-Neuve – Bruxelles, 1989, pp. 203-213.

*Femmes pour la Paix. Un mouvement, une histoire, des engagements (1949-2009)* » en est le vibrant témoignage.

En juin 2010, les membres du Comité de « Femmes pour la Paix » avaient décidé de « mettre la clef sous le paillason » en raison de la disparition, la fatigue et la maladie de ces militantes pour la plupart déjà très âgées. Après plusieurs échanges, un petit noyau de relance s'est tout de même constitué autour de l'historienne de l'ULB Anne Morelli avec des femmes militantes engagées dans la défense de la paix. Au programme de cette succession, différents projets d'activités ont été notés : création d'un site internet, constitution d'un réseau international, organisation d'un colloque.

## CONCLUSION

La méthodologie suivie met en lumière les processus citoyens qui permettent à nos sociétés de vivre des changements sociaux et culturels importants. Ces « sauts qualitatifs » sont souvent perçus, voire présentés, comme des épisodes événementiels survenus de manière « naturelle » ou « hasardeuse », ce qui n'est évidemment pas correct.

Cette restitution historique du vécu d'un mouvement de femmes, inscrit activement dans l'évolution sociale, politique et économique de son pays, montre que les avancées démocratiques ne doivent jamais rien au hasard. Elles sont bien le fruit d'actions citoyennes volontaires et obstinées pour améliorer la société toute entière, des actions dont la philosophe Ma-Jo Hansotte, dans son travail consacré aux « intelligences citoyennes »<sup>12</sup>, éclaire la légitimité démocratique et la compétence potentielle.

Mise en œuvre avec des méthodes de synergie associative, participative et intergénérationnelle, cette recherche illustre également l'importance de la dimension collective dans l'action sociale féministe contemporaine et dans la transmission des savoirs féministes.

<sup>12</sup> HANSOTTE, M-J, *Les intelligences citoyennes*, Bruxelles, De Boeck, 2005.



